

## **Pour un retour de la Ville de Genève au marché régulé de l'approvisionnement en électricité.**

Lors de la dernière séance plénière de l'année et à une large majorité, le Conseil municipal a accepté la motion M-1731, que j'ai déposée avec plusieurs camarades et que le groupe socialiste a soumis au conseil pour un traitement urgent. Cette motion demande une participation active de la Ville aux discussions qui ont lieu actuellement à Berne, afin de permettre aux collectivités publiques de revenir au marché régulé pour leur approvisionnement en électricité.

Une motion conjointe a été déposée au parlement fédéral par notre camarade Christian Dandrès, qui élargit la demande à l'ensemble des services publics du pays, en prévoyant des compensations afin que l'augmentation des prix ne pèse pas sur les collectivités et, au final, sur le contribuable. Nous espérons que d'autres villes suisses et d'autres entités s'associeront à Genève pour appuyer cette démarche politique nécessaire. Face à la hausse des prix, il faut prendre des mesures immédiates pour protéger la population et les services publics essentiels.

Rappelons que la Ville de Genève s'approvisionne auprès du marché libre pour 75% de ses infrastructures. Les logiques spéculatives du marché libre ont occasionné une augmentation de 5,18 millions de francs sur sa consommation de 2022. Et les prix vont continuer à augmenter. Genève, comme toute autre collectivité publique, doit pouvoir garantir l'offre de ses prestations de base et ne pas être captive de la spéculation du marché libre.

Chaque crise est un moment de décision. La crise énergétique nous oblige à revoir notre système d'accès à l'électricité. Le Parti socialiste s'engage pour une gestion solidaire du bien de première nécessité qu'est l'électricité.

Oriana Brücker vice-cheffe de groupe du Conseil municipal